

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative d'Evry
Boulevard de France
91010 Evry-Courcouronnes

Evry Courcouronnes, le 13/05/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2022

Partie nominative

FERELEC INDUSTRIES

30, rue Gutenberg
ZI La Marinière
91070 BONDOUFLE

Affaire suivie par : HEREUS Julie
Téléphone : 01.60.76.33.40 / 07.64.01.76.75
Courriel : julie.hereus@developpement-durable.gouv.fr
Références : **D2022-0447**

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/03/2022 de l'établissement FERELEC INDUSTRIES implanté 30, rue Gutenberg ZI La Marinière 91070 BONDOUFLE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- HEREUS Julie, Unité départementale de l'Essonne, Cellule Risques, inspecteur de l'environnement
- CHAPPAZ Elise, Service Prévention des Risques, Département risques accidentels, inspecteur de l'environnement
- LE Elisa, Service Prévention des Risques, Département risques accidentels, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Ouassim OUIRZGAN, société FERELEC, Responsable chimie environnement
Thomas KASMI, société FERELEC, Gérant

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Désenfumage atelier 600	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Plan des réseaux	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Mise en demeure, respect de prescription
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution atmosphérique	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Sans objet
Bruit	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Sans objet
Foudre	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Identification produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.5.2	/	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 8.2.6	/	Sans objet
Utilisation cyanures	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Sans objet
Eaux pluviales	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extincteurs	Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DENFC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite réalisée sur le site FERELEC à Bondoufle le 7 mars 2022, l'inspection a pu constater que la société FERELEC est en plein essor et que des aménagements avaient été réalisés suite aux nouveaux marchés acquis.

Des non conformités ont été relevées suite à cette visite. L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur les points suivants :

- Mettre en place un système d'évacuation des fumées au niveau de l'atelier 600 conformément à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral en date du 27 février 2009 sous un délai de 6 mois
- Mettre en place une barrière de rétention des eaux d'extinction incendie au niveau de la porte du bâtiment des ateliers 500 et 600 conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sous un délai de 3 mois,
- Transmettre un dossier de porter à connaissance suite aux nouveaux aménagements des ateliers conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2009 sous un délai de 3 mois.
- De rendre la commande de désenfumage manuelle et automatique conformément à l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sous un délai de 3 mois.

Concernant les autres points mis en évidence, l'inspection attend des éléments de la part de l'exploitant dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Identification produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Autre, produits dangereux
Prescription contrôlée : Non conformité relevé lors de l'inspection du 5/10/18 Les pictogrammes et les mentions de danger doivent apparaître sur les bidons étanches en plastique stockant les produits dangereux conformément aux exigences de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI3/BE0014 du 27 février 2009.
Constats : L'exploitant a transmis, par courrier en date du 24 janvier 2019, une photo du stock de bidons où figurent les pictogrammes de danger. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'incohérence sur l'étiquetage des produits dangereux contrôlés.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 8.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Non conformité relevée lors de l'inspection du 5/10/18 L'exploitant est tenu d'analyser les dérivés du trichloroéthylène dans l'analyse des eaux souterraines (1,1 Dichloroéthylène, 1,1,1 Trichloroéthane, Cis 1,2 Dichloroéthylène, Tétrachloroéthylène et Chlorure de vinyle).
Constats : Par courrier en date du 24 janvier 2019, l'exploitant a déclaré que l'analyse des dérivés du trichloroéthylène des piézos 1,2 et 3 a été intégrée dans l'analyse semestrielle du mois de décembre 2018." Les analyses des eaux souterraines ont été réalisées en janvier, juillet et décembre 2020 et juillet 2021. Le cadre GIDAF sera ouvert au 1er janvier 2022 et intégrera les analyses d'eaux souterraines. La transmission des résultats devra être effectuée via la plate-forme GIDAF.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Utilisation cyanures

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Produits chimiques, Cyanures
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 L'exploitant devra se positionner sur l'utilisation future du cyanure dans l'atelier 200.
Constats : Par courrier en date du 24 janvier 2019, l'exploitant déclare que l'utilisation du cyanure est autorisée sur notre site et couverte par notre arrêté préfectoral. Le cyanure de cuivre et du cyanure de sodium est utilisé dans le bain de cuivrage alcalin (atelier 600) ainsi que dans le futur atelier 200. L'utilisation du cyanure sera encadrée dans le futur d'arrêté préfectoral.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage atelier 600

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 L'inspection attend une validation de la solution proposée de la part du SDIS pour lever la non conformité.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la fenêtre reliant l'atelier 500 et l'atelier 600 et permettant l'évacuation des fumées via les trappes de désenfumage de l'atelier 600 a été condamnée. Aussi, il n'existe plus de moyen d'évacuation des fumées de l'atelier 500. L'exploitant est tenu d'installer un système d'évacuation des fumées à l'air libre conformément à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2009 sous un délai de 6 mois. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 L'exploitant devra expliquer la différence de débits mesurés avec les valeurs annoncées.
Constats : Par courrier en date du 24 janvier 2019, l'exploitant déclare : "Nous possédons une ventilation fonctionnant à 2 vitesses, une petite et une grande vitesse. Nous allons régler la ventilation à grande vitesse lors du prochain contrôle afin de confirmer le débit annoncé par nos soins." Par mail en date du 6/12/2021, l'exploitant a transmis les rapports de mesures atmosphériques réalisés le 22 et 2 ^e septembre 2020 et 27 et 28 septembre 2021 (Rapports APAVE n°20 507 LSO 15769 00 M-R01 Version 2 et n° 21 507 LSO 16349 00 W-R01 VERSION 1). Une seule non conformité est à relever en 2020 pour le paramètre SOx (120 au lieu de 100) mais qui n'est pas confirmée en 2021. Par ailleurs, sur les 2 années, certaines mesures d'éjection sont très inférieures à la vitesse minimale d'éjection de l'AP avec de grandes variations d'une année à l'autre. L'exploitant est tenu de respecter en tout temps la vitesse d'éjection des émissions atmosphériques imposées dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2006 afin d'éviter toute retombée sur le voisinage. Ce point sera vérifié lors du prochain contrôle annuel des émissions atmosphériques.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Autre, plan des réseaux
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 Un plan des réseaux plus précis permettra de mieux identifier les différents traitements par bain.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un nouvel atelier sera mis en place et fonctionnel avant la fin du mois de mars. Par mail en date du 15 mars 2022, l'exploitant a transmis la liste des bains présents dans les différents ateliers de l'installation. L'inspection constate une incohérence sur le volume des bains de traitement de l'atelier 100, aucun bain de traitement n'est présent dans l'atelier 700. De plus, elle note des modifications conséquentes dans les ateliers 200 et 800. Aussi, l'inspection attend, sous un délai de 3 mois, que l'exploitant transmette un dossier de porter à connaissance, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2009, un dossier de porter à connaissance comportant a minima un plan mis à jour de l'ensemble de l'installation. Une mise à jour de l'évaluation des effets thermiques d'un incendie et des besoins d'extinction et en rétention en date de mai 2016 devra compléter ce plan. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. Sans ces documents, l'inspection n'est pas en mesure de juger de la substantialité de ces modifications.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 Les eaux issues du séparateur hydrocarbures et présentant une concentration en hydrocarbures conforme aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral pourraient être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.
Constats : Par courrier en date du 24 janvier 2019, l'exploitant a précisé les conditions de rejet des eaux pluviales. Aussi, l'exploitant déclare que si les analyses sont conformes l'évacuation des eaux se fait dans le réseau d'eaux pluviales dans le cas contraire, ces dernières sont envoyées en traitement de déchets (SARP).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 Une mesure devra être réalisée par un organisme ou une personne compétente à la mise en service des nouveaux ateliers.(dernière mesuré 2015)
Constats : Par mail en date du 6 décembre 2021, l'exploitant a transmis l'étude acoustique réalisé le 6 février 2019 (Rapport APAVE n°19.530.LSO.003759.00.O-R01-REV00). Les mesures ont été réalisées de 10h30 à 15h30 et ont montrés un dépassement de l'émergence (74 pour 70) au niveau du point 4 à proximité des cheminées d'aspiration à l'arrière du bâtiment. L'exploitant déclare que le dépassement de l'émergence était dû au grincement d'une courroie de la cheminée d'aspiration. La courroie a été changée mais aucune mesure n'a été réalisée depuis. L'exploitant possédant un sonomètre, l'inspection demande à ce qu'une mesure de bruit soit faite sur l'ensemble des points de mesure de 2019 afin de s'assurer que le changement de courroie a permis de diminuer l'émergence. Ces mesures devront être transmises au service de l'inspection ainsi que le certificat d'étalonnage du sonomètre. A noter que la prochaine mesure acoustique réglementaire devra être réalisée en 2024. L'inspection n'a recensé aucune plainte pour bruit concernant le site FERELEC. Dans le cas où les mesures réalisées par l'exploitant seraient non conformes, une nouvelle mesure acoustique devra être réalisée immédiatement par un bureau d'études spécialisé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extincteurs

Référence réglementaire : Autre du 29/10/2018, article rapport inspection 2018
Thème(s) : Autre, Extincteurs
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 5/10/18 Les extincteurs devront être clairement repérés dans l'atelier ainsi que les sorties, lorsque le plan d'intervention sera mis en place.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les extincteurs étaient correctement identifiés par des affiches. Le contrôle aléatoire de la date de vérification des extincteurs n'a révélé aucune non conformité. Par ailleurs, du matériel déposé devant les extincteurs de l'atelier 100 ne permet pas un accès à ces derniers. L'exploitant est tenu d'être vigilant sur l'accessibilité des extincteurs sur l'ensemble de son installation.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.4
Thème(s) : Autre, Foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Par mail en date du 6 décembre 2021, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification réalisé par la société POUYET Paratonnerres en date du 17/09/21. Le rapport souligne une non conformité à la réglementation (NC : PDA 02, DES 01 LEP 02). L'exploitant est tenu d'indiquer que l'analyse risque foudre a été mise à jour conformément à la l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et à la nouvelle norme NFC 17-102. Ce point explique la non conformité à la réglementation relevée lors de la dernière vérification. Dans le cas contraire, l'exploitant est tenu de réaliser cette mise à jour.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DENFC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : L'installation possède des trappes de désenfumage en partie haute de l'ensemble des ateliers sauf dans l'atelier 600. Cette non conformité est décrite dans une fiche précédente et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de Monsieur le Préfet.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
<p>Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification annuelle des systèmes de désenfumage réalisé par l'APAVE le 30 septembre 2021 (Rapport n°R.145697.01.83.21.M.001.TCIN.001). Une non conformité a été relevé sur un exutoire de l'atelier 500. L'exploitant déclare qu'il s'agissait d'un problème de graissage qui a été résolu.</p> <p>Le rapport indique qu'une trappe de désenfumage est uniquement à commande manuelle. Les autres trappes sont à commande automatique et manuelle.</p> <p>Concernant le positionnement des commandes, elles sont situées au niveau des portes de sortie. Dans l'atelier 500, une commande est associée à une trappe. Aussi 2 commandes ne sont pas à proximité des issues. Pour autant, l'inspection constate qu'elles ne sont pas très éloignées des accès, l'atelier n'étant pas d'une grande surface.</p> <p>L'exploitant devra proposer un plan d'action afin de rendre la commande de l'atelier 500 manuelle et automatique.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant afin de rendre la commande de l'atelier 500 manuelle et automatique.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<p>Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification électrique réalisé par l'APAVE le 17 novembre 2021(Rapport n° R.145697.01.60.21.I.001.ELAR.001). Ce rapport ne fait état d'aucune non conformité majeure. Il est indiqué dans ce rapport que l'ensemble du bâtiment est interconnecté à une prise de terre. L'exploitant indique qu'une personne au sein de l'installation réalise l'ensemble des réparations relevées lors des contrôles.</p> <p>Le bureau d'études n'a pas effectué le contrôle de l'ensemble de l'installation car il souhaite faire un contrôle complet de l'installation quand l'atelier 200 sera mis en fonctionnement.</p> <p>Le rapport de thermographie réalisé également par l'APAVE le 8 mars 2021 (Rapport n° 145697.01.68.21.H.01) et le certificat Q19 concluent que le risque incendie est faible et que l'installation est conforme.</p> <p>Pour autant, bien que le rapport de vérification électrique ne fait pas état de non conformité majeure, le rapport Q18 conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Aussi, l'exploitant déclare qu'il réalisera un nouveau contrôle de ses installations électriques dans le courant du 1er semestre, une fois le nouvel atelier 200 en fonctionnement.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'inspection constate la présence de détecteurs en cas de manque de liquide asservis à l'arrêt du chauffage. L'inspection a réalisé un contrôle aléatoire sur un détecteur qui n'a pas révélé de non conformité. L'exploitant déclare qu'une vérification de ces détecteurs est régulièrement réalisée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification des extincteurs en date du 14 octobre 2021 réalisé par la société SAVPRO. L'inspection a réalisé un contrôle aléatoire des extincteurs au sein des différents ateliers. Ce contrôle n'a pas révélé de non conformité. Le certificat Q4 en date du 17 novembre 2021 rédigé par la société SAVPRO conclut que l'installation est conforme. L'exploitant déclare qu'il réfléchit à la mise en place d'un système de détection incendie télétransmis.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont retenues dans l'enceinte du bâtiment grâce à la mise en place de barrières mobiles de rétention. Ces barrières sont au nombre de 7 sur le site. Le réseau d'eaux pluviales est obturé lors d'un incendie grâce à un ballonnet gonflable. Lors de la visite, l'inspection constate que les encoches d'une barrière mobile ont été abimées, ne permettant pas le positionnement de la barrière au niveau des ateliers 500 et 600. L'exploitant déclare qu'une demande de devis est actuellement en attente. La barrière mobile des ateliers 500 et 600 doit être opérationnelle sous un délai de 3 mois. Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de Monsieur le Préfet. Enfin, l'exploitant déclare que la vérification de ces barrières est réalisée régulièrement par la personne en charge de la maintenance du site. Pour autant, le personnel de l'établissement n'a pas reçu de formation spécifique sur ce sujet.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription